

Brochure n° 3041

Convention collective nationale

IDCC : 158. – **TRAVAIL MÉCANIQUE DU BOIS,
DES SCIERIES, DU NÉGOCE ET DE L'IMPORTATION DES BOIS**

ACCORD DU 28 OCTOBRE 2008

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA

NOR : *ASET0851326M*

IDCC : *158*

Entre :

La fédération française de la brosserie (FFB),

D'une part, et

La fédération générale bâtiment bois FO ;

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

Le syndicat national du personnel d'encadrement de la filière bois-papier
(FIBOPA) CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Les dispositions du présent accord concernent les personnels des entreprises de la branche brosserie (code APE 32.91Z) : fabrication d'articles de brosserie : fabrication de balais, de pinceaux et de brosses, même constituant des parties de machines, de balais mécaniques pour emploi à la main, de balais à franges et de plumeaux, de brosses et de pinceaux à peindre, de rouleaux et de tampons à peindre, de raclettes en caoutchouc et d'autres brosses, balais, balayettes, etc., la fabrication de brosses à habits et à chaussures.

Article 2

Grille des salaires minima mensuels « ouvriers et collaborateurs » applicable au 1^{er} novembre 2008

Les salaires minima mensuels applicables dans l'industrie de la broserie, pour un horaire mensuel de 151,67 heures sont fixés, au 1^{er} novembre 2008, aux valeurs suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE
I	140	1 321,05
	150	1 329,00
	160	1 336,00
II	175	1 344,00
	185	1 355,00
	195	1 368,00
III	210	1 408,00
	225	1 462,00
	240	1 553,00
IV	250	1 621,00
	270	1 746,00
	295	1 904,00
V	310	2 003,00
	330	2 123,00
	360	2 312,00

Article 3

Grille des primes mensuelles d'ancienneté « ouvriers et collaborateurs » applicable au 1^{er} novembre 2008

A compter du 1^{er} novembre 2008, la prime mensuelle d'ancienneté s'établit comme suit, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, pour les ouvriers et collaborateurs :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT DES PRIMES MENSUELLES D'ANCIENNETÉ SELON L'ANCIENNETÉ				
	3 à 6 ans	6 à 9 ans	9 à 12 ans	12 à 15 ans	15 ans et plus
140	31,60	63,21	94,81	126,41	158,01
150	31,82	63,63	95,45	127,26	159,08
160	32,03	64,05	96,08	128,11	160,14

COEFFICIENT	MONTANT DES PRIMES MENSUELLES D'ANCIENNETÉ SELON L'ANCIENNETÉ				
	3 à 6 ans	6 à 9 ans	9 à 12 ans	12 à 15 ans	15 ans et plus
175	32,36	64,72	97,08	129,44	161,80
185	32,51	65,02	97,54	130,05	162,56
195	34,33	68,66	102,99	137,32	171,65
210	36,97	73,93	110,90	147,86	184,83
225	39,60	79,20	118,81	158,41	198,01
240	42,24	84,48	126,71	168,95	211,19
250	44,03	88,05	132,08	176,10	220,13
270	47,54	95,08	142,62	190,16	237,70
295	51,93	103,87	155,80	207,74	259,67
310	54,57	109,14	163,71	218,28	272,85
330	59,09	116,17	174,26	232,34	290,43
360	63,39	126,78	190,16	253,55	319,94

Article 4

*Grille des salaires minima mensuels « cadres »
applicable au 1^{er} novembre 2008*

Pour les cadres, les appointements mensuels minima applicables dans l'industrie de la broserie sont fixés, au 1^{er} novembre 2008, aux valeurs suivantes :

(En euros.)

POSITION	APPOINTEMENT MENSUEL MINIMUM
I a	2 151
I b	2 526
I c	2 843
II a	3 041
II b	3 186
II c	3 311
III a	3 513
III b	3 773

Article 5

Egalité salariale hommes-femmes

Les parties signataires, en application des dispositions des articles L. 2241-3, L. 2241-9, L. 2241-10, L. 2241-11 et L. 2241-12 du code du travail, conviennent que la présente négociation visera également à programmer des mesures permettant de supprimer – et ce avant le 31 décembre 2010 – les éventuels écarts de rémunération entre les hommes et les femmes, et dont le diagnostic est actuellement en cours de réalisation.

Article 6

Dispositions diverses

Article 6.1

Clause de sauvegarde

Le présent accord ne peut en aucun cas se cumuler avec des dispositions ultérieures de nature législative, réglementaire ou conventionnelle, ayant une incidence sur le présent accord, postérieures à sa date de signature.

Dans cette hypothèse, les partenaires sociaux signataires du présent texte conviennent de se réunir afin de procéder au réexamen de ces dispositions.

Article 6.2

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 6.3

Adhésion

Toute organisation syndicale peut adhérer ultérieurement au présent accord dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Article 6.4

Dénonciation, révision

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales. Il pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et, sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter du préavis.

Article 7

Force obligatoire de l'accord

Les accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent accord, sauf dispositions plus favorables.

Fait à Paris, le 28 octobre 2008.

(Suivent les signatures.)